



Le SNJ-CGT soutient et participera à la mobilisation lycéenne et étudiante du 6 octobre

Le SNJ-CGT soutient les dizaines de milliers de lycéennes et lycéens qui manifestent depuis une semaine et appelle à participer, y compris par la grève, à la journée de mobilisation du mardi 6 octobre, lancée par les organisations lycéennes et étudiantes, qui se traduiront par des manifestations partout en France.

La Confédération CGT ([lire ici](#)), ainsi qu'une large intersyndicale de l'Education nationale (CGT, FSU, FO, CFDT, Unsa, Sud) ont déjà lancé de tels appels.

Les lycéennes et lycéens demandent la fin de Parcoursup, cause d'injustice et de mal-être, et dénoncent le non-remplacement - dû au sous-effectifs - des enseignant-es en arrêt de travail, les classes et les emplois du temps surchargés, le sous-équipement des établissements, le mauvais état des locaux...

Leurs revendications sont légitimes et, au-delà de l'Education nationale, résonnent avec le délabrement orchestré de tous les services publics : sécurité sociale, hôpitaux, pompiers, collectivités territoriales, audiovisuel public...

Cette situation serait encore aggravée avec le projet de budget 2027, dont la CGT résume ainsi l'esprit : « Sans surprise, ce budget concentre ses efforts à taper sur les retraité·es, les assuré·es sociaux, les agent·es publics, les services publics, en épargnant les ultra-riches et les dividendes colossaux des très grandes entreprises » ([lire ici](#)).

Cette cure d'austérité rappelle aussi la situation vécue dans les entreprises privées, notamment dans la presse et les médias : augmentations de salaires inexistantes ou ridicules par rapport à l'inflation, suppressions de postes qui dépassent le millier depuis le début de l'année, déferlement de l'IA générative au détriment des emplois et du sens même du métier de journaliste...

Concernant le fond de la mobilisation des lycéennes et lycéens, le SNJ-CGT souligne également une responsabilité particulière des journalistes et des médias, que nous appelons à faire rigoureusement leur travail d'enquête, de reportage et de décryptage des revendications portées.

La parole doit être donnée aux premières et premiers concernés. Or, trop souvent, le traitement médiatique de cette mobilisation consiste à la résumer à des faits de « violences urbaines », commis par des « casseurs », pourtant ultra-minoritaires parmi les dizaines de milliers de jeunes mobilisé-es.

Si ce traitement est évidemment caricatural dans la « bollosphère » - qui fait sienne les mots d'ordre de haine, d'exclusion et de division de l'extrême droite -, il n'épargne pas les autres médias, y compris l'audiovisuel public.

Une telle attitude est une porte ouverte au gouvernement pour ignorer les revendications des lycéennes et lycéens, qu'illustre l'absence totale d'annonces par le ministre de l'Education nationale lors de sa rencontre du 2 octobre avec les organisations lycéennes.

C'est également un blanc-seing donné aux forces de l'ordre pour réprimer dans la violence cette mobilisation salubre, sous les ordres du ministre de l'Intérieur, relayés par les préfets. La CGT recense déjà 3 000 lycéennes et lycéens interpellé-es, ainsi que 170 blessé-es, dont des personnels de l'Education nationale.

Cette violence doit cesser et laisser la place à la négociation. Le SNJ-CGT l'affirme clairement : toutes et tous concerné-es par les mots d'ordre de la mobilisation lycéenne et étudiante du 6 octobre !

Montreuil, le 5 octobre 2026.